

PROGRAMME ASIE

ENJEUX ET ADAPTATION DE LA DIPLOMATIE CHINOISE AU MOYEN-ORIENT

ENTRETIEN AVEC THÉO NENCINI,

CHERCHEUR DOCTORANT À L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES ET À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS. AUTEUR DE *L'IRAK CHIITE PARLE PERSAN. ISLAMISME, MILICES, RÉSEAUX IRANIENS* (ÉDITIONS L'HARMATTAN, 2021)

Réalisé par Emmanuel LINCOT
CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

OCTOBRE 2021

ASIA FOCUS #168

EMMANUEL LINCOT : En mars, Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères a signé un accord commercial de 400 milliards de dollars à Téhéran. Quel est d’ores et déjà l’impact de cet accord au niveau régional ?

THÉO NENCINI : La signature de cet accord confirme que la Chine a franchi un nouveau seuil dans ses relations avec les pays du Moyen-Orient, avec des objectifs stratégiques clairement définis¹ et qu’elle entend conforter sur le long terme. La République populaire a su échanger son image de puissance communiste – qui a longtemps suscité des soupçons parmi les gouvernements de la région – contre celle de représentante d’un modèle de développement conduit par un État fort et assurant la prospérité dans la stabilité. Les autocrates moyen-orientaux – traumatisés par les soulèvements des « printemps arabes » et inquiets face à la demande de justice qui traverse la région – sont enchantés par le discours du Président chinois Xi Jinping, notamment lorsqu’il met en avant le respect de la souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures comme la pierre angulaire de sa politique étrangère. Pékin sait en effet se présenter comme l’allié fiable des régimes autoritaires, pour lesquels il est appréciable de traiter avec un gouvernement stable, qui n’est pas appelé à changer tous les quatre ou cinq ans, et qui ne leur fait pas la leçon sur les violations des droits de l’Homme pour faire plaisir à son opinion publique. La Chine, qui se veut un bâtisseur de l’ordre international, est ainsi devenue en l’espace de vingt ans une puissance majeure au Moyen-Orient. La signature du partenariat stratégique avec l’Iran ne fait qu’officialiser cette nouvelle réalité.

Politiquement, bien que l’influence chinoise demeure à géométrie variable selon les pays, l’impact de l’accord est déjà palpable. L’Irak, la Syrie, le Liban, Israël, l’Arabie saoudite, les Émirats arabes unis : plus personne ne peut se passer de la Chine dans la région. Les rencontres bilatérales se multiplient, la coopération dans les domaines sensibles s’amplifie, le *soft power* chinois se développe, et Pékin accroît son rôle de défenseur des intérêts des gouvernements autoritaires – en particulier la Syrie et l’Iran – lors des sessions du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais au-delà de la diplomatie, les

1. Garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques chinois, favoriser l’implantation des entreprises chinoises dans les pays de la région (et plus généralement leur internationalisation) et ouvrir des corridors géoéconomiques dans le cadre du projet *Belt and Road Initiative* (BRI) à travers des investissements massifs dans les infrastructures de transport (routes, chemins de fer, ports, aéroports) et de communication (réseau internet, télécoms). À cet effet, le golfe Persique, autant dans sa composante arabe que persane, constitue une cible prioritaire pour la Chine.

pouvoirs en place sont surtout friands des technologies de surveillance chinoises², et se montrent intéressés par la politique de subventions aux entreprises que Pékin préconise afin que les innovations technologiques soient en phase avec les priorités du pouvoir. Il est donc également question de créer un environnement juridique adéquat, permettant d'entretenir l'opacité dans la gouvernance. Tout cela correspond à la surveillance que ces régimes souhaitent exercer sur leurs citoyens et répond de façon pertinente à leur souci de stabilité.

Sur le plan géopolitique, l'accord sino-iranien pourrait contribuer à la constitution d'un consensus Moscou-Ankara-Téhéran-Islamabad-Pékin sur le sort de l'Afghanistan, qui sera de nature à consolider le rôle et l'influence de l'Iran dans la région, ainsi que la capacité de son régime à faire face aux pressions occidentales dans les négociations sur le dossier nucléaire. Ce renforcement du rôle régional de l'Iran se fait au détriment des monarchies du Golfe (quid du Qatar ?), et va de pair avec un semblant de retour de l'Irak sur le devant de la scène diplomatique régionale et une marginalisation des Européens. La signature de cet accord atteste aussi d'une certaine « tutelle » de la Chine sur l'Iran, ce qui semble rassurer l'Arabie saoudite, qui a récemment entamé des discussions avec l'Iran à Bagdad.

Mais il ne faut pas oublier que l'expansion chinoise dans la région se fait sur fond de désengagement américain. Washington ne considère plus le Moyen-Orient comme une zone essentielle pour sa sécurité nationale, mais plutôt comme une source d'ennuis où il n'y a plus que des coups à prendre. Des deux raisons qui en faisaient une zone d'intérêt vital – le pétrole et la sécurité d'Israël – il n'en reste plus aucune. Les États-Unis sont à présent exportateurs nets d'hydrocarbures, et Israël a atteint un niveau de puissance tel que Tsahal est désormais en mesure de remplir, dans bien des cas, la précieuse fonction de « gendarme » de la région. Tous les indicateurs sont donc au vert pour indiquer que – malgré le maintien d'une présence sur place en soutien des monarchies du Golfe – le retrait américain est bel et bien une tendance de long terme.

2. De nombreux pays arabes déploient la technologie de surveillance Huawei, et certains investissent dans des entreprises d'intelligence artificielle chinoises actives dans le domaine des logiciels de reconnaissance faciale.

EMMANUEL LINCOT : Quelle est la perception de la Chine en Iran depuis le déclenchement de la pandémie de Covid-19 ?

THÉO NENCINI : La question du rapport à la Chine suscite de profonds questionnements au sein de la population iranienne. Au-delà du soutien matériel apporté par Pékin dans le cadre de la lutte contre la pandémie³ – par ailleurs largement en dessous des attentes⁴ –, les Iraniens entretiennent un sentiment mitigé face au rapprochement qui se dessine entre les deux régimes. D'une part, la crise économique est si grave en Iran que certains ne peuvent que nourrir l'espoir d'une amélioration de la situation grâce aux investissements chinois et à l'afflux de produits *Made in China* au prix modeste. D'autre part, une majorité d'Iraniens – conscients du contexte dans lequel intervient le resserrement des liens avec Pékin et de l'asymétrie des relations bilatérales – craignent que l'accord ne profite qu'à l'élite au pouvoir. La question qui hante les esprits est de savoir si les 400 milliards de dollars chinois seront utilisés pour relancer l'économie du pays, ou bien s'ils ne serviront qu'à consolider l'emprise des Gardiens de la révolution sur le système politique – via un durcissement de la répression des voix dissidentes – et à soutenir l'action régionale du régime – via un renforcement de l'« Axe de Résistance chiite ». Car si d'une part les Iraniens savent que la paupérisation de la société est principalement due aux sanctions internationales – qui empêchent toute société ayant des intérêts aux États-Unis de commercer avec l'Iran –, d'autre part ils accusent le régime de ne consacrer les fonds dont il dispose qu'au financement de son maintien au pouvoir. Autrement dit, non seulement la population craint de ne pas profiter de l'accord, mais redoute par-dessus tout que celui-ci n'aggrave leur situation déjà critique (perte de pouvoir d'achat, explosion du taux de chômage et de pauvreté multidimensionnelle) avec l'instauration d'un système de surveillance de masse et une progressive « sinisation » du régime.

Cette vision quelque peu fataliste découle de la profonde déception qui a suivi le retrait de l'administration Trump de l'accord sur le nucléaire (*Joint Comprehensive Plan of Action*, JCPOA). Dans un pays déjà miné par plus de trente ans de marginalisation internationale et d'exclusion des réseaux de la mondialisation, le JCPOA avait suscité l'espoir en une

3. L'Iran est le pays le plus endeuillé du Moyen-Orient par la pandémie de Covid-19, avec plus de 115 000 victimes comptabilisées au 14 septembre 2021 (chiffres Worldometers.info).

4. Les responsables iraniens reprochent à la Chine de n'avoir pas tenu sa promesse d'approvisionner le pays en vaccins.

renaissance économique et sociale. Mais au final, rien n'a changé. La confiance des Iraniens a été trahie. C'est donc avec une certaine résignation, voire avec une vive inquiétude, qu'ils appréhendent le futur. Ce sentiment s'accompagne d'une profonde méfiance à l'égard des pouvoirs politiques, qu'il s'agisse du régime islamique – en témoigne le fort taux d'abstention à l'élection présidentielle de juin 2021 – ou des puissances étrangères. Et la Chine est bel et bien une puissance étrangère, qui partage par ailleurs peu de points en commun avec l'Iran, si ce n'est l'identité « révolutionnaire » de son régime, la grandeur passée de sa civilisation et la volonté de « multipolariser » l'ordre international dominé par les Occidentaux.

Face à ce constat, les Iraniens se demandent : peut-on faire confiance aux Chinois ? Les Chinois peuvent-ils être considérés comme de vrais alliés ? Parce qu'ils redoutent par-dessus tout l'opportunisme de Pékin, qui a profité de l'étranglement économique imposé par les États-Unis pour mettre la main sur les ressources du pays⁵ et obtenir une garantie à long terme de fourniture de pétrole à un tarif dérisoire. Les Iraniens savent que les relations sino-iraniennes trouvent un essor dans la dégradation des relations avec les États-Unis, que la dépendance de l'Iran à l'égard de la Chine ne peut que s'accroître dans les conditions actuelles, et que l'officialisation du rapprochement avec Pékin n'est qu'une manière pour le régime de Téhéran de riposter aux Accords d'Abraham signés par Israël avec les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc en 2020. Mais plus que tout, les Iraniens ont en mémoire l'accord anglo-persan de 1919, signé à l'époque des Qadjars, par lequel leur pays a été divisé en sphères d'influence entre les Britanniques et les Russes. C'est donc la perte de souveraineté, voire la possibilité de devenir un semi-protectorat chinois, qui hante les esprits.

EMMANUEL LINCOT : Dans *Le prophète et la pandémie*⁶, Gilles Kepel met en avant la ligne de faille belligène qui oppose les chiites aux sunnites comme l'une des principales clés de compréhension des conflits au Moyen-Orient. Pourtant, la diplomatie chinoise n'en a cure. Elle traite aussi bien avec Riyad qu'avec Téhéran

5. La Chine est de loin le premier investisseur dans le secteur iranien des hydrocarbures. Les grandes compagnies pétrolières chinoises y sont présentes – tel que CNPC, qui a repris l'ensemble des intérêts de Total dans l'exploitation du champ gazier offshore de South Pars.

6. Gilles Kepel, *Le prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère*, Gallimard, 2021.

et s'appuie avant tout sur un solide pragmatisme. Est-ce à dire que notre grille de lecture sur la situation au Moyen-Orient repose pour partie sur des préjugés culturalistes ?

THÉO NENCINI : Si cette ligne de faille belligène existe bel et bien – et je concorde avec Gilles Kepel sur le fait qu'elle soit utile pour appréhender les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient –, il faut comprendre qu'elle relève bien plus de l'opportunisme politique que d'une discorde ancestrale concernant la succession du Prophète de l'Islam. La rivalité chiites-sunnites actuelle est en réalité un phénomène assez récent, qui résulte d'une succession de tensions locales, amorcées dans les années 1980 : la révolution islamique en Iran (1979), mais surtout la guerre Iran-Irak qui a suivi (1980-1988) ; le renversement du régime de Saddam Hussein (2003) et la guerre civile confessionnelle irakienne (2005-2008) ; et plus récemment le mouvement des « printemps arabes », qui a fait resurgir une multitude de foyers de tensions communautaires à travers le Moyen-Orient (notamment en Syrie et en Irak, mais également au Bahreïn et en Arabie saoudite). En toile de fond, c'est une rivalité stratégique à l'échelle régionale qui se joue, qui oppose l'Iran chiite à l'Arabie saoudite sunnite. Au fur et à mesure que les événements cités se sont cristallisés autour des tensions confessionnelles, deux axes se sont dessinés autour de Riyad et de Téhéran : un « arc sunnite », dominé par l'Arabie saoudite et comprenant les monarchies du Golfe, la Jordanie et l'Égypte ; et un « croissant chiite » comprenant l'Irak, la Syrie, le Liban et le Yémen, dans lequel l'Iran exerce une suprématie incontestée. À l'intersection de ces axes, plusieurs foyers de tensions subsistent (en Syrie, en Irak et au Yémen), ce qui complexifie encore davantage la situation. Cela par ailleurs sans prendre en compte l'émergence de mouvements sunnites jihadistes (tels que Daech ou Al-Qaïda), qui ont un discours violemment anti-chiite.

Souvent présentée comme un conflit religieux aussi ancien qu'inéluctable, l'opposition entre chiites et sunnites relève en fait de facteurs très variés, selon le lieu où elle s'exprime. Elle est bien souvent le résultat d'une rivalité politique, mise en scène et

entretenu par l'Iran et l'Arabie saoudite, qui ne s'affrontent pas directement, mais par groupes armés interposés, ce qui leur permet d'affirmer leur influence dans la région.

Pour revenir aux supposés « préjugés culturalistes » sur lesquels reposerait notre grille de lecture sur la situation au Moyen-Orient, et afin de comprendre la flexibilité du positionnement diplomatique chinois, il est à mon sens nécessaire de prendre en considération deux variables décisives. Premièrement, le poids de l'Histoire. Les puissances occidentales (France, Royaume-Uni, États-Unis) ont historiquement privilégié les liens avec les pouvoirs sunnites pour appuyer leur action diplomatique au Moyen-Orient. Il s'agit d'un précédent historique qui n'existe pour aucun acteur de la communauté chiite. Bien au contraire, celle-ci a été longtemps marginalisée, voire persécutée par les pouvoirs sunnites proches des Occidentaux. C'est ainsi que le processus de politisation des communautés chiites (principalement en Iran, en Irak et au Liban) s'est cristallisé autour d'un discours farouchement anti-occidental, encore très présent à travers la région. Deuxièmement, l'imbrication complexe de partenariats stratégiques (incluant de juteux contrats d'armement) entre les puissances occidentales et les monarchies du Golfe a eu pour conséquence inévitable un alignement géopolitique entre les puissances occidentales, les forces arabes de l'« arc sunnite » et Israël, censé contrecarrer l'influence iranienne, jugée déstabilisatrice, dans la région.

Or, cela n'est pas le cas de la Chine. La diplomatie chinoise a les mains libres justement parce qu'elle ne s'est jamais immiscée dans les questions confessionnelles. Pour subvenir à ses besoins énergétiques, Pékin cherche à diversifier autant que possible ses fournisseurs pour ne pas se trouver en situation de vulnérabilité dans la région. Pour ce faire, la Chine entend outrepasser les tensions communautaires chiites-sunnites en veillant scrupuleusement à ne s'aliéner aucun acteur régional. Par-dessus tout, Pékin évite de s'immiscer dans les enjeux internes aux pays de la région et ne conditionne pas son soutien à des garanties concernant le respect des droits de l'Homme, voire à l'adoption d'une certaine posture idéologique au sens propre du terme. La Chine se limite à instaurer un rapport d'échange, vidé de toute conditionnalité politique, qui lui permet de se

rapprocher à la fois de l'Arabie saoudite et de l'Iran – bien qu'elle importe beaucoup plus de pétrole d'Arabie.

EMMANUEL LINCOT : « L'exemple le plus typique de la nationalisation de l'islamisme » incarné par l'Iran, et pour parler le langage d'Olivier Roy, que vous citez (p.66), semble parfaitement s'appliquer au cas irakien. Est-ce à dire que l'islamisme agit comme une religion politique ? N'est-ce pas le cas aussi en Afghanistan avec le retour probable des talibans aux affaires comme l'envisage l'administration chinoise ?

THÉO NENCINI : L'islamisme est une idéologie politique qui, depuis plus de quarante ans, domine la scène de l'opposition politique et de la mobilisation populaire dans les pays du Moyen-Orient, et plus généralement dans le monde musulman. Au départ, son projet politique se veut une alternative aux systèmes idéologiques dominants du XX^e siècle – le communisme et le capitalisme – et, à l'instar de ces derniers, l'islamisme naît comme une idéologie de la « table rase ». L'objectif de ses idéologues est de reconstruire l'ensemble de l'édifice sociopolitique à partir d'une vision idéologique fondatrice : l'avènement du gouvernement de Dieu sur Terre. Le projet islamiste répond donc à une volonté d'ingénierie sociale dont la justification normative réside dans la *charia* – qui est l'effort constant d'interprétation des préceptes coraniques. Dans une certaine mesure, on peut donc affirmer qu'il agit comme une religion politique, basée sur une conception ritualiste de la religion.

Cependant, en idéologisant la tradition religieuse islamique, les idéologues islamistes « figent » la religion musulmane, pour en faire le seul référent politique et faire de la *charia* la loi de l'État. Si leur volonté initiale est de soumettre le politique au religieux, dans la pratique, comme dirait Olivier Roy : « ça ne marche pas ». Cela tient au fait que le projet islamiste refuse de prendre en compte la dimension philosophique de la religion, pour en faire un système clos et autoritaire – l'État décide ce qu'est la *charia* –, alors que l'ensemble des sociétés musulmanes sont en mouvement perpétuel, ce qui résulte en une

diversification constante du religieux. L'aboutissement de cette trajectoire, comme on peut l'observer en Iran, est une « bureaucratisation » de la religion, qui, au final, ne fait qu'accélérer le processus de sécularisation de la société. Par ailleurs, une fois qu'ils sont au pouvoir, les islamistes s'enrichissent et tombent rapidement dans la corruption. Ils savent ainsi la base éthique et morale de leur prétention à représenter Dieu sur terre et se discréditent rapidement.

Cela ne signifie pas pour autant qu'ils courent le moindre risque de disparaître de la scène politique régionale. Bien au contraire. S'il y a une demande de démocratie qui traverse le monde musulman (ce que prouvent les mouvements sociaux en Algérie, au Liban, en Irak et en Iran), les islamistes demeurent à ce jour les seuls acteurs crédibles à occuper le terrain politique, à disposer de réseaux militants et à se présenter comme des partis de gouvernement. L'exemple de l'Afghanistan est là pour en témoigner. Mais à l'instar du cas de l'Iran, j'estime que même dans le plus fondamentaliste des États islamiques – tel que l'Émirat islamique d'Afghanistan – l'initiative législative reviendra toujours à la politique « politicienne » : ce sera l'État taliban qui assignera sa place au religieux – et non l'inverse – et la *charia* restera l'aboutissant de la création parlementaire. Il en résultera là aussi une sacralisation du politique et une ritualisation du religieux, aux dépens de la spiritualité.

EMMANUEL LINCOT : Durant les dernières années du régime irakien de Saddam Hussein, c'est la réalité tribale, et surtout celle prévalant dans les régions périphériques les plus susceptibles de se soulever, sur laquelle le dictateur entend s'appuyer pour maintenir sa légitimité. Pour autant, le sentiment d'appartenance à une identité nationale proprement irakienne existe. Comment expliquez-vous d'une part cet émiettement de l'autorité de l'État par la résurgence des solidarités tribales qu'encourage le régime et d'autre part cet attachement de la population à une identité nationale somme toute assez récente ? Comment la diplomatie chinoise a-t-elle évolué par rapport à ces configurations locales par ailleurs ? Pékin

a-t-il pu parier sur une séparation de la région kurde de Mossoul ou a-t-il fait le choix légitimiste de soutenir les gouvernements successifs de Bagdad ?

THÉO NENCINI : La question identitaire représente un enjeu à la fois crucial et complexe en Irak. Depuis la fondation de l'État irakien par les Britanniques en 1921, et jusqu'au renversement du régime baathiste en 2003, Bagdad a été gouvernée de manière ininterrompue par un pouvoir sunnite. S'il ne mettait pas en avant une identité confessionnelle particulière, Saddam Hussein se revendiquait comme le représentant des « vrais Irakiens », par opposition aux « étrangers » – les Kurdes et les chiites – ces derniers étant depuis toujours supposés entretenir des liens étroits avec l'Iran voisin. Jusqu'au début des années 1990 – lorsque le *raïs* avait effectivement tenté de reformuler une loyauté au régime dans les termes propres au monde tribal – les gouvernements irakiens successifs ont perpétué une politique de discrimination systématique à l'encontre des minorités kurde et chiite, qui représentent pourtant quelque 80% de la population totale. Exclues du processus de construction nationale, ces communautés ont maintenu les liens de solidarités tribales au fondement des comportements relationnels et des équilibres socioculturels propres à leurs territoires, et leur identité « profonde » – qui caractérise et enrichit leur identité proprement « irakienne » – s'est forgée dans la conscience d'une certaine appartenance ethnique ou confessionnelle.

Parce qu'il faut reconnaître que le discours nationaliste construit au fil des décennies par le régime baathiste a influencé la population dans sa conscience d'elle-même, la période autoritaire a bel et bien réussi à créer le sentiment d'une appartenance commune, du moins parmi les habitants arabes de l'Irak⁷. Les mouvements de contestation qui secouent cycliquement Bagdad et les autres principales villes irakiennes en sont la preuve : les manifestants se réclament du « peuple » et non pas d'une identité confessionnelle ou ethnique particulière. De nos jours, l'enjeu n'est donc plus tant l'idée d'une « nation irakienne », qui est largement acceptée, que les représentations divergentes – voire antagonistes – que se font d'elle les sunnites, les chiites et les Kurdes.

En ce qui concerne la Chine, Pékin s'est toujours montré solidaire avec les gouvernements en place à Bagdad, et manifeste depuis quelques années un intérêt marqué pour renforcer

7. Les Kurdes d'Irak vivent depuis 1991 dans un statut de quasi-autonomie, et parmi eux, nombreux sont ceux qui continuent de militer pour la cause de l'indépendance.

ses relations avec l'Irak. S'il existe une coopération économique fructueuse avec le Kurdistan irakien – Pékin se montrant particulièrement désireux de pénétrer son marché très prometteur – la diplomatie chinoise a toujours affiché son soutien à « l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale » de l'Irak. Son positionnement lors du référendum pour l'indépendance du Kurdistan irakien de septembre 2017 le prouve. En dehors de son voisinage direct, la Chine respecte la ligne stricte de non-ingérence qu'elle s'est imposée, qui constitue la pierre angulaire de son engagement au Moyen-Orient. Outre le maintien du statu quo régional, l'Irak représente une pièce centrale de la stratégie chinoise dans la région. Au-delà du secteur pétrolier – dans lequel Pékin investit massivement –, la Chine entend améliorer son niveau de coopération bilatérale dans tous les domaines. Les dirigeants chinois encouragent les entreprises chinoises à investir et à participer à la reconstruction du pays, l'objectif étant de faire de l'Irak un partenaire privilégié dans le cadre du projet *Belt and Road Initiative* (BRI).

À plus long terme, cette politique de l'ultra-pragmatisme semble cependant difficile à tenir. Les problématiques irakiennes sont si profondes que les Chinois ne pourront pas brandir éternellement la neutralité économique. Ils seront très certainement amenés à se positionner, et plus ils s'exposeront, plus ils devront s'engager.

EMMANUEL LINCOT : Zhai Jun, ancien ambassadeur de Chine en France, arabisant, est le représentant spécial du président Xi Jinping au Moyen-Orient, preuve s'il en est de l'importance accordée par Zhongnanhai à cette région du monde. Outre la diplomatie du pétrole, quels sont les choix prioritaires accordés par Pékin dans cette zone ?

THÉO NENCINI : D'une manière générale, la Chine entend profiter du désengagement américain et s'affirmer comme une puissance incontournable dans cette zone d'intérêt stratégique majeur. Plus concrètement, ce qui importe aux dirigeants chinois est que le Moyen-Orient sorte du chaos et retrouve la voie de la stabilité. D'une part, il s'agit pour Pékin d'éviter que les populations musulmanes chinoises – et tout particulièrement la

minorité ouïgoure turcophone – ne soient impactées par le renouvellement des mouvements islamistes en cours dans la région. Cet aspect devient particulièrement concret à l'aune du retour au pouvoir des talibans en Afghanistan. D'autre part, outre la sécurisation des approvisionnements énergétiques, Pékin veut s'assurer de l'ouverture de nouveaux corridors économiques intra et interrégionaux – via la construction d'infrastructures de transport (routes, chemins de fer, ports) et de communication (réseau internet, fibre optique, data centers, satellites) – dans le cadre du projet BRI.

Pour atteindre ces objectifs, la Chine cherche à établir une présence multidimensionnelle au Moyen-Orient, fondée sur une relation de confiance avec les pouvoirs en place, qu'elle enrobe d'un intérêt pour le développement des échanges interculturels. Pékin n'hésite plus à se présenter comme le meilleur partenaire possible, exempt de passé colonial, non ingérant en matière de droits de l'Homme, proposant un modèle de développement efficace, qui plus est accompagné de financements importants. La diplomatie chinoise capitalise sur sa force de frappe économique, qu'elle décline en une véritable ingénierie de la coopération bilatérale : elle procède par « partenariats stratégiques » hiérarchisés, recouvrant l'ensemble des domaines d'application des relations bilatérales, y compris les plus sensibles – tels que la vente d'armements et de technologies de surveillance, ou encore la coopération en matière d'énergie nucléaire. Dans l'esprit des dirigeants chinois, ce cadre ambitieux de coopération, basé sur une forte implantation économique, permettra aux économies locales de s'adapter à l'offre chinoise, et à celle-ci de capter la demande locale, tous secteurs confondus.

C'est ainsi que depuis le début des années 2000, la présence économique chinoise s'est considérablement accrue dans la région. En l'espace de deux décennies, l'import-export chinois au Moyen-Orient est passé de moins de 20 à quelque 300 milliards de dollars. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Iran et de l'Irak. Par ailleurs, cette pénétration économique s'est accompagnée d'un accroissement considérable de la communauté chinoise sur place, qui

a quasiment doublé depuis le début des années 2000 (passant de 40 000 à près de 75 000 ressortissants).

Sur le plan géostratégique, l'objectif non déclaré de Pékin est d'établir une présence le long d'un continuum terrestre et maritime s'étalant de l'Himalaya à la Méditerranée orientale, du Pakistan au Liban – à travers l'Asie centrale, l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et le Caucase –, en s'appuyant sur la maîtrise des espaces maritimes adjacents – la mer Caspienne, la mer d'Arabie, le golfe Persique et la mer Rouge. À cet effet, la Chine dispose d'ores et déjà de deux implantations majeures dans la région : une base militaire à Djibouti, à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, et une base navale à Gwadar, au Pakistan, à proximité du détroit d'Ormuz. Ces deux installations s'intègrent dans la stratégie dite du « collier de perles » : la constitution d'un réseau de ports militaires et d'appuis logistiques servant à faciliter le déploiement des forces armées chinoises en cas de crise majeure. Compte tenu de ces éléments, la question qui se pose est donc de savoir si la Chine aura un intérêt à établir une présence militaire durable au Moyen-Orient.

EMMANUEL LINCOT : « L'Iran contrôle le terrain, les États-Unis le ciel » (p.152) : cette assertion concernant la situation en Irak et que vous avez entendue de la bouche de l'un de vos professeurs à Téhéran, pourrait-elle, selon vous, un jour changer avec un engagement massif de la Chine dans cette zone et à terme, la sanctuarisation de celle-ci pour garantir les seuls intérêts de Pékin ?

THÉO NENCINI : S'il est encore difficile d'anticiper la portée d'un éventuel engagement chinois au Moyen-Orient, nous avons tous encore dans les yeux les images de l'évacuation chaotique des représentations diplomatiques occidentales en Afghanistan. Mais au-delà des images rappelant la chute de Saïgon en 1975, l'aspect saisissant est, à mon sens, que les « perturbateurs stratégiques » de l'ordre international – Chine, Russie, Turquie et Iran – non seulement ont maintenu leurs représentations à Kaboul, mais semblent s'accommoder, bien que mal, du retour au pouvoir des talibans. Le constat est sans-équivoque : les tentatives américaines visant à restructurer le « Grand Moyen-Orient » sur

des bases idéologiques démocratiques et libérales ont échoué. À la seule exception de la libération du Koweït en 1991 et de quelques opérations menées par les forces spéciales, aucune intervention occidentale en terre musulmane n'a remporté de succès notable depuis plus d'un demi-siècle. À moins de s'appuyer sur l'action d'une famille régnante (comme en Jordanie ou dans les monarchies du Golfe) ou d'un gouvernement autoritaire (telle l'Égypte de Sadat, de Moubarak ou d'al-Sissi), la politique d'influence occidentale – qui a connu un certain succès en Asie de l'Est et du Sud-Est durant la deuxième moitié du XX^e siècle – ne fonctionne pas en terre d'Islam. Frustrés par les insuccès de la politique de *nation-building*, les États-Unis n'ont à présent d'autre solution que le désengagement.

Les raisons sont multiples. Premièrement, les puissances occidentales ont souvent une connaissance insuffisante du terrain, voire entretiennent une perception erronée des réalités locales. Cela leur empêche d'adapter leur manière d'appréhender les dynamiques *in situ*, alors que celles-ci sont essentielles pour la compréhension des équilibres interconfessionnels et interethniques qui ont permis à ces populations d'évoluer côte à côte pendant des siècles. Deuxièmement, leurs principaux ennemis locaux – les mouvements islamistes radicaux, chiites et sunnites – les connaissent parfaitement bien. Les récents conflits ont prouvé que les armées occidentales sont quasiment impuissantes face à un adversaire ayant recours à des techniques de guerre asymétrique, qui favorisent la dissimulation et l'imprévisibilité. La guerre asymétrique se définit par « l'absence de correspondance entre les objectifs et les moyens des forces belligérantes ». Or, l'approche occidentale a tendance à concentrer ses efforts sur les « moyens » – guérillas, attentats terroristes – au grand dam des « objectifs ». L'asymétrie des motivations qui conduit une certaine faction militante à prendre les armes – qu'elles soient identitaires, idéologiques ou religieuses – est trop souvent négligée. Troisièmement, les chancelleries occidentales restent dépendantes d'une conception « unipolaire » des relations internationales, et continuent de conditionner leur engagement politique au respect de leurs valeurs éthiques et morales. À l'inverse, leurs principaux compétiteurs à l'échelle globale – la Chine et la Russie – prônent un monde multipolaire, ce qui leur garantit une certaine flexibilité idéologique et stratégique.

Quant à la Chine, elle s’y est prise différemment. Vierge de l’héritage des puissances « colonialistes et impérialistes », elle a tous les atouts du nouveau venu au Moyen-Orient. Elle peut se permettre de jouer la fraternité avec les pays de la région, dont elle partageait jusque récemment le statut de pays du tiers-monde. Cette image de puissance bénigne lui permet de se déployer avec aise dans tous les domaines, sans susciter trop de soupçons. Mais il faut reconnaître que c’est en amont que le travail des Chinois a été remarquable. La Chine démontre avoir une connaissance fine des réalités locales, lui permettant de tirer profit des soubresauts régionaux en adaptant les modalités de son implantation économique en fonction des contextes et des enjeux.

Il n’en reste pas moins qu’en dépit d’un attentisme apparent, le discours chinois sur la puissance militaire parle volontiers d’entrer dans une « nouvelle ère ». La présence militaire chinoise au Moyen-Orient sera sans doute amenée à croître dans les années à venir, du simple fait de l’avancement des projets liés à l’initiative BRI. La sécurisation des infrastructures, mais également les risques de voir les détroits d’Ormuz ou de Bab el-Mandeb victimes d’un blocus en cas de crise majeure, deviendront à terme les principales préoccupations de Pékin dans cette région du monde. En premier lieu, Pékin vante sa coopération militaire étroite avec le Pakistan, mais également avec la Russie et l’Iran, avec qui elle multiplie les exercices conjoints depuis quelques années. Pour ce qui est des pays arabes, la coopération sinogolfienne dans le domaine sécuritaire s’est développée à une vitesse fulgurante (contre-terrorisme, partage du renseignement, etc.). En second lieu, la Chine a besoin d’assurer une présence navale permanente le long de l’itinéraire maritime correspondant à la BRI. À cet égard, nombreux sont les experts à observer dans la phase actuelle un « basculement thalassocratique » de la Chine, consistant en un déplacement du centre de gravité de son économie vers les côtes, en la mise en œuvre d’une politique d’investissements massifs à l’étranger et le développement d’une présence croissante en haute mer. La Chine construit, achète ou loue pour de longues durées des installations portuaires en Méditerranée, en mer Rouge, dans le Golfe d’Aden et en mer d’Arabie, et les entreprises chinoises y développent massivement leur présence en construisant des zones industrielles.

En définitive, et pour revenir à la citation de mon professeur à l'Université de Téhéran, j'estime donc qu'il n'est pas impossible que son assertion change un jour avec un engagement massif de la Chine dans la région.

EMMANUEL LINCOT : « Depuis la fondation de l'État irakien par les Britanniques en 1921, jamais l'Iran n'avait joui d'une place aussi centrale dans le jeu politique de son voisin », écrivez-vous (p.161). N'en va-t-il pas de même pour l'Arabie saoudite ou plus récemment les Émirats dont la posture existentielle et celle de leurs dirigeants semble se construire en réaction contre l'Iran ? En définitive, l'Iran n'exerce-t-il pas un rôle aussi central et comparable à celui exercé par la Chine en Extrême-Orient ?

THÉO NENCINI : Il est difficile de comparer les politiques iranienne et saoudienne en Irak. S'il semble avéré que des discussions bilatérales irano-saoudiennes aient lieu à Bagdad depuis quelques mois, les deux pays sont loin de jouer le même rôle en Irak. L'Iran entretient des liens historiques étroits avec son voisin, en raison notamment du chiisme qui y est la confession majoritaire, mais aussi du fait d'une longue domination persane sur le territoire irakien. En fin de compte, l'Iran est un poids lourd structurel en Irak. La politique d'influence que Téhéran y met en œuvre depuis 2003 – en s'appuyant notamment sur l'action de groupes paraétatiques d'obédience chiite – n'est au fond qu'une « réactivation » des réseaux transnationaux qui se sont consolidés entre l'Empire perse et l'Irak à partir du XVI^e siècle.

Le cas de l'Arabie est différent. Les deux pays sont séparés par un désert, ce qui a historiquement limité les échanges entre ces territoires. C'est ce même désert qu'ont traversé au XIX^e siècle des milliers de Bédouins fuyant la péninsule arabique vers le Nord du fait des violences perpétrées par les wahhabites. Ces populations tribales étaient sunnites à l'origine, mais ont massivement embrassé le chiisme duodécimain en raison de l'influence qu'exerçaient les oulémas iraniens dans les villes saintes chiites de Najaf et de Kerbala. Ces clercs s'étaient exilés dans le sud de l'actuel Irak en raison des persécutions

perpétrées par la dynastie sunnite des Afcharides, au pouvoir en Iran depuis le milieu du XVIII^e siècle. Tout cela pour dire que Bagdad et Riyad sont séparées par des zones de peuplement chiite – les régions du nord-est de l'Arabie étant elles aussi majoritairement peuplées par des chiïtes. Par la suite, les États-nations actuels – l'Arabie saoudite et l'Irak – ont évolué en suivant des trajectoires radicalement opposées. La monarchie irakienne est tombée en 1958, et, sous le régime républicain, le pays a été successivement confronté aux coups d'État baathistes durant les années 1960 (1963 et 1968), à la dictature de Saddam Hussein à partir des années 1970, à la guerre contre l'Iran dans les années 1980, à la Guerre du Golfe et à l'embargo durant les années 1990, à l'invasion américaine, au terrorisme et à la guerre confessionnelle durant les années 2000, et enfin à Daech et aux milices chiïtes durant les années 2010. L'Irak est un pays en lutte perpétuelle, et on ne peut pas en dire la même chose de l'Arabie saoudite. La dynastie des Saoud se perpétue grâce un État rentier, et s'est abstenue de toute posture proactive à l'égard des évènements irakiens des dernières décennies.

L'Irak est en fait un véritable tabou pour les Saoudiens. Si l'Iran a su tisser y des liens importants depuis 2003, l'Arabie saoudite en est restée très largement absente. Avant le rétablissement de 2016, Riyad avait rompu ses relations diplomatiques avec Bagdad depuis 1990, et entretenait des relations tendues avec le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki (2006-2014), à dominante chiïte et proche de Téhéran. Absente du terrain irakien, Riyad a donc essayé de renforcer son influence auprès d'organisations et d'hommes politiques sunnites, pour contrer l'influence de Téhéran. Une politique réactive, donc, ne s'inscrivant jamais dans une vision de long terme. Cette tendance a changé depuis l'ascension au pouvoir de Mohammed Ben Salman. Le prince héritier s'efforce de mettre en œuvre une politique plus ambitieuse à l'égard de l'Irak, visant notamment à y favoriser les investissements financiers. Mais au fond, le véritable objectif de cette diplomatie économique demeure de contrer l'influence iranienne.

Le cas des Émirats arabes unis (EAU) est similaire. Abou Dhabi partage le même sentiment craintif à l'égard de Téhéran, et à l'instar de Riyad, s'est engagé à renforcer ses relations

avec Bagdad depuis quelques années. La seule différence ne tient peut-être qu'à l'adoption d'une démarche plus axée « sécuritaire ». Leur lecture de l'environnement régional conduit les dirigeants émiriens à mettre en œuvre une politique visant à contenir à la fois les poussées des mouvements islamistes et celles de l'Iran. Dans ce contexte, l'activisme des milices du *Hachd al-Chaabi* en Irak, dopé par le soutien opérationnel des Gardiens de la révolution, ne peut qu'exacerber les craintes d'Abou Dhabi. En se rapprochant de l'Irak, les EAU cherchent donc eux-aussi à contribuer à la stabilisation économique et sécuritaire du pays, ce qui passe également par la réouverture du dialogue avec l'Iran. Conséquence directe des discussions irano-saoudiennes, ce rapprochement est un revirement majeur si l'on considère l'inflexibilité des positions émiriennes précédentes sur le dossier iranien. La permanence du soutien américain étant désormais largement questionnée par les alliés arabes des États-Unis, ces derniers n'ont d'autre choix que de se tourner vers l'Iran et d'acter son retour sur le devant de la scène moyen-orientale. Un format de négociation impliquant uniquement des puissances régionales pourrait par ailleurs représenter une solution efficace pour apaiser durablement les tensions persistantes entre sunnites et chiites. Mais pour cela, il faudrait d'abord que Riyad et Abou Dhabi jugent l'influence régionale de manière plus constructive.

Car l'Iran, bien que puissance structurelle du Moyen-Orient, est loin d'y être l'hégémon régional comme l'est la Chine en Extrême-Orient. L'Iran n'est pas un géant, et nécessite plus que jamais de l'appui de ses voisins pour œuvrer à une stabilisation régionale, de l'Asie centrale au Levant et jusqu'aux eaux du golfe Persique. De son côté, la Chine est désormais dans une phase de consolidation de sa puissance, et l'espace extrême-oriental ne constitue que le pré-carré d'une entreprise tentaculaire globale.

EMMANUEL LINCOT : Vous mentionnez (p.181) la « dissuasion active » mise en place par les stratèges iraniens. Elle consiste, comme vous le rappelez, à envisager en cas d'attaques contre les intérêts iraniens des représailles asymétriques sur d'autres théâtres et par d'autres acteurs. N'est-ce pas une stratégie à laquelle a

également recours la Chine, soit dans le domaine des cyberattaques, soit dans le choix de campagnes de désinformation ?

THÉO NENCINI : Le parallèle avec la dissuasion iranienne me semble pertinent, d'autant plus que les principes militaires se transposent parfaitement dans le cyberspace. Il s'agit en effet de deux univers inextricablement liés, ce qui explique l'intérêt de certains États à se prépositionner dans une logique d'accompagnement des opérations cyber. De façon générale, si l'espionnage technologique fait désormais figure de tendance lourde et continue de se répandre rapidement, on assiste dans la période actuelle à un tournant dans l'usage des moyens cyber et à leurs répercussions dans la sphère diplomatique.

Les cyberattaques attribuées à la Chine témoignent de cette évolution. Depuis quelques années, des tensions de toute sorte impliquant les autorités chinoises n'ont cessé de croître dans le cyberspace⁸, une tendance que certains observateurs imputent à l'échec du pacte sino-américain de « non-agression cyber » signé en 2015 (ce dernier ne prenant pas en compte les attaques commises par des acteurs non étatiques contre des sociétés privées). Mais plus généralement, le lien avec le militaire est évident dans la mesure où la Chine cherche à compenser son retard vis-à-vis des États-Unis en matière conventionnelle en transposant la confrontation sur le terrain des nouvelles frontières de l'innovation (5G, cloud, quantique, Internet des objets), dans lequel elle dispose d'une véritable position de pointe. En termes tactiques, le cyberspace constitue un domaine privilégié pour la Chine, d'autant plus qu'il s'applique bien à la doctrine de la « guerre hors limites » : il permet un affrontement non conventionnel, diffus et permanent, pouvant être mené par des civils et prendre une infinité de formes (guerre commerciale, réglementaire, médiatique, etc.). Par-dessus tout, la cyberguerre présente l'avantage de pouvoir être combattue avec des moyens *low cost*, qui, comme dans le cas du militaire conventionnel, accentuent les difficultés d'attribution. À l'instar de la dissuasion mise en place par les stratèges iraniens au Levant, Pékin ne souhaite pas élever le niveau technique tant que cela n'est pas strictement nécessaire, ce qui explique qu'une large partie des attaques informatiques

8. À titre d'exemple, les États-Unis ont imputé à la Chine le piratage du service de messagerie Exchange de Microsoft en mars 2021. Cette cyberattaque avait affecté plus de 30 000 entités américaines – entreprises, banques, administrations, compagnies d'électricité, collectivités locales – et plus de 150 000 serveurs dans le monde entier. Le département de la justice américain a également accusé le ministère chinois de la sécurité d'État d'être à l'origine de l'organisation, entre 2011 et 2018, d'une vaste offensive cyber contre des entreprises, des universités et des agences gouvernementales.

imputées à la Chine soient réputées « peu sophistiquées ». La position de la Chine quant à l'attribution d'une attaque se veut donc relativement confortable, dans la mesure où ses responsables s'appuient sur la rhétorique du « brouillard cyber » pour réfuter toute implication dans les cyberattaques qui lui sont imputées. Par ailleurs, compte tenu de la difficulté d'attribution d'une cyberattaque, la riposte militaire est rarement envisageable, y compris lorsque des infrastructures vitales sont prises pour cible. Cet état de fait découle d'un certain consensus politique en la matière, qui préfère considérer qu'un événement relève de l'incident ou de l'espionnage, plutôt que de prendre en considération l'éventualité de l'« acte de guerre ».

Il n'en reste pas moins que la collecte d'informations stratégiques – provenant d'agences gouvernementales, d'entreprises multinationales, de médias, voire directement des populations – se veut en accord avec la politique chinoise, qui entend rattraper son retard technologique par rapport aux États-Unis en ayant recours à une collecte massive et systématique de données impactant l'ensemble des secteurs d'activité stratégiques. Le renseignement d'affaires peut ainsi servir les intérêts de l'État chinois, dans la mesure où les informations collectées sont susceptibles de procurer un avantage lors de négociations économiques et d'anticiper les actions diplomatiques d'un État adverse. Le maître-mot est la discrétion et l'objectif est de ne jamais livrer de bataille frontale.

Toujours dans l'esprit de la « guerre hors limites », les dirigeants chinois estiment que ce combat ne s'arrête pas aux systèmes d'informations, mais englobe de manière combinée à la fois les attaques informationnelles, la manipulation de l'opinion publique et le « lobbying technologique », dont l'objectif est d'influencer les décisions devant aboutir à l'imposition des futurs standards de sécurité *high-tech*.

Ce qui est difficile, c'est d'estimer avec précision la capacité disruptive de l'appareil cyber chinois. Au dire des experts, fort d'un budget R&D en augmentation constante, celui-ci aurait élevé au cours des dernières années le niveau et l'intensité des effets recherchés dans les attaques – telle la coupure de courant à Mumbai en octobre 2020⁹. Cette tendance serait annonciatrice d'un durcissement de la stratégie cyber de Pékin et d'une montée en

9. La panne de courant généralisée à Mumbai le 12 octobre 2020 – qui a entraîné l'arrêt des réseaux de transport de la ville et créé le chaos dans les hôpitaux – serait l'une des conséquences des cyberattaques perpétrées par un groupe chinois, soupçonné d'avoir pénétré les réseaux informatiques de plusieurs centrales électriques indiennes.

puissance de ses actions agressives. L'adoption d'une telle posture n'aurait au fond rien de surprenant ; elle ne serait que le reflet de la stratégie géopolitique et d'influence de la Chine, avec des oppositions de plus en plus frontales.

EMMANUEL LINCOT : L'élimination du général Soleimani commanditée par le président Trump (janvier 2020) a fédéré la population iranienne et l'on peut supposer que l'élimination politique aussi subite d'un cadre chinois de haut rang serait non seulement un casus belli entre la Chine et les États-Unis mais provoquerait une véritable union sacrée entre l'opinion chinoise et le régime. Le nationalisme étant dans les cas iranien et chinois une assurance vie de ces dictatures, comment envisager d'autres scénarios à terme que la guerre ?

THÉO NENCINI : La conduite d'une guerre nécessite de la volonté d'au moins un des deux belligérants d'entreprendre une confrontation militaire frontale. Or, en ce qui concerne la Chine et l'Iran, la tendance actuelle semble plutôt écarter la possibilité d'un affrontement direct avec les États-Unis. Car si Pékin et Téhéran partagent un intérêt à entretenir un certain niveau de tension avec Washington, force est de constater qu'ils consacrent en même temps une partie significative de leurs efforts à éviter tout engrenage irréversible. Le régime islamique ne dispose pas des moyens lui permettant de remporter un conflit d'une telle envergure, qui risquerait par ailleurs d'en compromettre sérieusement le maintien au pouvoir. C'est pour cette raison que les dirigeants iraniens ont adopté une approche indirecte et subversive, en recourant à l'instrumentalisation d'acteurs tiers pour mener des actions offensives à l'étranger. Cette posture leur a consenti d'éviter une escalade périlleuse avec leurs adversaires – l'Arabie saoudite, Israël, les États-Unis – et en même temps de renforcer leur influence à l'échelle régionale. Mais aurions-nous assisté à l'émergence de l'Axe de la résistance chiite en l'absence d'un fort sentiment nationaliste en Iran ? J'en doute fortement. Car ce grand dessein géopolitique est fondé sur une volonté de puissance typiquement iranienne, alimentée par un double sentiment d'obsidionalité et de supériorité à l'égard des voisins régionaux. À cela s'ajoute la lutte contre

l'impérialisme américain, une dimension qui s'est progressivement transformée en piège, car véritable dogme fondateur de la République islamique. Pour ne citer que lui, la figure du martyr Qassem Soleimani incarne à elle seule les sentiments nationalistes de pans entiers de la population iranienne, y compris les plus critiques du régime. Le nationalisme apparaît donc comme un phénomène entièrement constitutif de l'identité iranienne, qui transcende les divergences politiques, religieuses ou idéologiques.

Le cas de la Chine est similaire, à la seule différence que la narrative nationaliste y est davantage centrée sur l'idéologie du parti communiste. Depuis le renoncement au maoïsme, le nationalisme « d'État » est devenu un instrument clé aux mains du PCC pour renforcer sa légitimité et contrôler la population. Le parti unique manie habilement un discours à la fois victimiste et conquérant, en mettant en exergue autant la gloire passée de la Chine impériale et le rayonnement de sa civilisation, que le traumatisme représenté par le « long siècle d'humiliation », qui débute en 1839 avec la Première guerre de l'opium et se termine en 1949 avec la proclamation de la République populaire. La promesse du parti est un retour de la Chine à la place qui est la sienne : le centre du monde. C'est donc sur un certain « déterminisme historique » que s'appuie le PCC, une caractéristique qui est absente dans le discours iranien.

Mais en dépit de la rhétorique belliciste et des discours de mobilisation omniprésents, autant Pékin que Téhéran savent pertinemment que les coûts d'un choc frontal avec les États-Unis seraient trop élevés dans les conditions actuelles. Chacun à sa manière, ces régimes font preuve d'une réelle « patience stratégique » : ils cherchent à soumettre l'ennemi sans le combattre directement. Sans recourir à une planification en règle, ils se concentrent sur le cours des choses pour y déceler, au cas par cas, un potentiel de situation à partir duquel concevoir l'action. Qu'il s'agisse de l'Iran à l'échelle régionale ou de la Chine à l'échelle globale, ces puissances cherchent à contrôler les nœuds névralgiques du système – les seuils à travers lesquels passe la coopération et s'exerce la coercition – dans l'objectif de redessiner les équilibres internationaux sans les

révolutionner, de dominer militairement leurs voisins sans les combattre, et de modifier l'équilibre avec les États-Unis en leur faveur.

En dépit de la course aux armements en cours entre grandes puissances et puissances régionales, j'estime ainsi que ces rivalités stratégiques continueront à se jouer sur des théâtres périphériques (les pays du Levant, l'Asie centrale, l'Indopacifique) – l'Iran poursuivant sa guerre asymétrique par milices chiites interposées, et la Chine consolidant son emprise globale sans affronter ouvertement les États-Unis.

EMMANUEL LINCOT : Comment la tentation impériale de l'Iran se manifeste-t-elle en dehors de l'axe chiite et dans le monde ? La diaspora iranienne est-elle moins perméable que ne l'est la diaspora chinoise aux discours de propagande des régimes de leur pays respectif ?

THÉO NENCINI : La diaspora iranienne entretient un lien complexe avec son pays d'origine. Le mouvement migratoire iranien se compose de vagues successives de départs d'Iran : d'abord les familles aisées, proches de la monarchie Pahlavi, qui ont quitté le pays à la hâte dans les semaines immédiatement successives à la révolution de 1979 ; ensuite les classes moyennes qui, dans les années suivant l'instauration du gouvernement islamique, ont quitté l'Iran pour se prémunir des violences du nouveau régime, par ailleurs dans le contexte de la guerre contre l'Irak voisin ; et enfin sont venues les vagues d'émigration qui ont débuté dans les années 1990-2000 et se poursuivent encore de nos jours. Ces dernières varient en fonction des évolutions sociopolitiques internes (à l'instar de la répression du Mouvement Vert en 2009), mais surtout de l'impact des rounds successifs de sanctions internationales sur la vie quotidienne des Iraniens. Elles mélangent donc des « réfugiés politiques » au sens propre du terme (artistes, chercheurs, professeurs d'université, journalistes, etc.) et des « migrants économiques » (notamment de jeunes adultes qui émigrent pour compléter leurs études et s'installent progressivement dans leur pays d'accueil).

La diaspora iranienne est donc hétérogène dans sa composition, et peut être conceptualisée à travers un schéma binaire, qui permet de comprendre son positionnement par rapport au discours de propagande du régime. D'une part, les Iraniens qui ont quitté l'Iran il y a maintenant 40 ans sont aujourd'hui pleinement intégrés dans leur pays d'accueil (généralement en Europe ou en Amérique du Nord). Le plus souvent déconnectés de la réalité actuelle de l'Iran, ils entretiennent un sentiment nostalgique – dirais-je « mythifié » – à l'égard de leur pays d'origine. On dénombre dans cette diaspora des milliers d'Iraniens binationaux qui n'osent pas faire retour en Iran, de peur d'être arrêtés arbitrairement par un régime ne reconnaissant pas la double nationalité. Pour ce qui est du positionnement politique, cette diaspora se montre d'une part virulemment critique à l'égard du modèle khomeyniste, mais a d'autre part tendance à magnifier la grandeur de l'Iran impérial et sa culture plurimillénaire. Inversement, les diasporas successives – composées d'Iraniens qui sont nés et ont grandi en République islamique durant les décennies 1980, 1990 et 2000 – entretiennent une relation bien plus intime avec la nouvelle réalité iranienne. Politiquement, s'ils sont eux aussi généralement critiques à l'égard des dirigeants actuels et de la mainmise du clergé chiite sur l'appareil d'État, ces Iraniens n'éprouvent pas le même « ressentiment existentiel » que partagent leurs compatriotes de la première vague. Leur discours sur l'Iran est bien moins teinté de références à la grandeur passée du pays que d'un mélange de fierté et de résignation. S'ils déplorent le discours idéologique du régime et la politique régionale de soutien aux forces chiites de l'Axe de résistance, ils condamnent aussi fermement l'asphyxie perpétrée à l'encontre du peuple iranien par les gouvernements occidentaux, qui a conduit aux embargos successifs, à l'isolement international du pays et à son exclusion des réseaux de la mondialisation. Leur manière d'appréhender la propagande khomeyniste relève moins d'une volonté de renversement du régime islamique que d'une aspiration sincère à la normalisation des relations entre leur pays et la communauté internationale. Autrement dit, s'ils sont imperméables au discours de propagande du régime, les Iraniens de la diaspora n'ont pas l'intention de s'engager dans un quelconque processus contre-

révolutionnaire, car fortement susceptible de déboucher sur une guerre civile sanguinaire.

Cette configuration me semble différer sensiblement par rapport aux caractéristiques propres au mouvement diasporique chinois. Ce dernier apparaît bien plus homogène dans sa composition – il s’agit essentiellement de migrants économiques, partis pour des opportunités d’affaires et pour améliorer leurs conditions de vie – et semble entretenir une relation plus organique avec Pékin. À la différence de l’Iran, les communautés expatriées représentent pour la Chine un outil au service du développement économique du pays, auquel participent à la fois les remises familiales, les acquisitions de parts de marchés à l’étranger et les transferts technologiques. Dans le cas chinois, la mobilité est donc mise au service des intérêts du régime. Par ailleurs, de par sa présence massive à travers le monde, la diaspora chinoise contribue à façonner l’action extérieure de Pékin, avec des conséquences très concrètes dans la sphère diplomatique. En témoigne l’évolution du positionnement de nombreux pays en Afrique, au Moyen-Orient, mais également en Europe de l’Est à l’égard de la question de la « réunification nationale » chinoise.

EMMANUEL LINCOT : D’un point de vue de la politique intérieure du régime iranien, comment expliquez-vous que si peu de mollahs se soient prononcés en faveur des Ouïghours ?

THÉO NENCINI : Le positionnement vis-à-vis de la question ouïghoure représente parfaitement le pragmatisme des dirigeants iraniens. La raison d’État prime sur l’idéologie. Et le hasard veut que dans le cas iranien, « idéologie » rime avec « religion ». La sauvegarde des institutions de la République islamique – qui revient au maintien au pouvoir des dirigeants actuels, dont nombre sont des clercs – prime sur la défense de leurs coreligionnaires, alors même que la défense des communautés musulmanes opprimées – tels les Palestiniens – constitue l’un des principes immuables de l’idéologie khomeyniste. Mais si le soutien à la création d’un État palestinien et la rivalité avec Israël sont des

questions « existentielles », dans la mesure où elles font désormais partie de l'identité même de la République islamique (une reconnaissance de l'État d'Israël reviendrait à l'échec de la révolution islamique), ce n'est pas le cas de la Chine. Les temps ont changé. Face à une économie asphyxiée par les sanctions américaines et au risque d'escalade militaire dans la région, l'impératif n'est plus la promotion de l'idéologie khomeyniste, mais la pérennisation du régime.

Il n'en reste pas moins que le sort des Ouïghours demeure une question clivante en Iran. Elle pose par ailleurs un sérieux problème de légitimité politique aux yeux d'une partie de la population. Nombreux ont été même les cadres du régime (clerics, députés) à s'être indignés publiquement face à la manière dont la Chine est parvenue à acheter le silence des proches du Guide suprême. L'ancien député conservateur Ali Motahari – fils du grand ayatollah Morteza Motahari, ancien proche de Khomeyni – a qualifié ce silence d'« humiliant ». De leur côté, les partisans de la ligne prochinoise vont jusqu'à déclarer que la Chine « sert l'Islam » en menant sa politique répressive à l'égard des éléments *takfiristes* qui évoluent dans la région. Selon cette vision, l'émergence de l'islamisme radical au Xinjiang serait le résultat de la pénétration de l'idéologie wahhabite en Asie centrale, elle-même due à l'action prosélyte de l'Arabie saoudite. Les partisans de la cause chinoise trouvent ainsi une justification religieuse au silence iranien : les Ouïghours sont majoritairement sunnites et il leur est par conséquent impossible de récupérer leur rébellion à des fins politiques. Quoi qu'il en soit, faire du sort des Ouïghours une ressource politique serait bien trop coûteux pour les hauts gradés du régime : il s'agirait d'une « ingérence » dans les affaires intérieures chinoises, et le respect de la souveraineté nationale constitue la pierre angulaire des relations sino-iraniennes.

Mais en définitive, cela ne doit pas surprendre. La Chine est parvenue à acheter le silence de tous les pays situés le long de l'itinéraire de la *Belt and Road Initiative*, et une majorité de ces pays sont musulmans. La presse internationale rapporte un nombre croissant d'extraditions vers la Chine de membres appartenant à la communauté ouïghoure depuis l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou l'Égypte. Dans le contexte du rapprochement

sino-iranien, et compte tenu de la coopération sécuritaire qui ira certainement crescendo entre les deux pays, il n'est pas impossible que les services de sécurité iraniens puissent eux aussi coopérer avec leurs homologues chinois sur ce dossier.

EMMANUEL LINCOT : Les attentats récurrents contre des ressortissants chinois au Pakistan voisin sont-ils commentés en Iran ?

THÉO NENCINI : Bien évidemment. Dans la plupart des cas, les dirigeants iraniens communiquent même très rapidement suite à ces évènements¹⁰, et se montrent solidaires vis-à-vis de leurs homologues pakistanais dans leur effort commun de « lutte contre le terrorisme ».

Mais au-delà des déclarations officielles, le regain d'activité des groupes islamistes au Pakistan – observable depuis quelques années – est un sujet sensible pour Téhéran, inquiet des possibles réverbérations en Iran. Il en va de la question épineuse du Baloutchistan, la grande région s'étalant à cheval des frontières séparant la province iranienne du Sistan-Baloutchistan du Pakistan et de l'Afghanistan. La raison tient au fait que les attentats ciblant les intérêts chinois au Pakistan sont dans bien des cas l'œuvre de groupes armés séparatistes baloutches – tel que le Front de libération du Baloutchistan (*Balochistan Liberation Army*, BLA), basé en Afghanistan. Or, le Sistan-Baloutchistan iranien abrite également une rébellion d'inspiration jihadiste, qui a été particulièrement active dans les années 2005-2010¹¹. Si l'appartenance confessionnelle n'y est certainement pas pour rien – les Baloutches sont majoritairement sunnites –, la population locale dénonce à la fois la dégradation du contexte socio-économique – due à la précarité qui sévit dans la province, la plus pauvre d'Iran –, la ségrégation spatiale – due au retard qu'accuse la région en matière d'infrastructures –, la spoliation des richesses naturelles – notamment les minerais –, ainsi que l'imposition du persan comme langue véhiculaire, au détriment du baloutche. Le sentiment de marginalisation et les importantes difficultés socio-économiques, auxquelles s'ajoute une forte aggravation des

10. Tel a été le cas suite à l'attentat perpétré le 21 avril 2021 à Quetta, visant l'hôtel hébergeant l'ambassadeur de Chine au Pakistan, causant la mort de cinq personnes et plusieurs dizaines de blessés.

11. Historiquement, le mouvement le plus actif fut le *Joundallah* (« les soldats de Dieu »), qui s'en est pris violemment aux symboles du pouvoir iranien à l'occasion de plusieurs attentats suicides dans les villes de Zāhedān et de Chabahar. De nos jours, c'est une formation dénommée *Jaish ul-Adl* qui inquiète les autorités de Téhéran.

risques environnementaux¹², nourrissent le terreau contestataire et se traduisent par un accroissement des violences ethniques, sectaires et séparatistes. Ainsi, s'il est vrai que le risque terroriste s'est sensiblement amoindri depuis une décennie, le Sistan-Baloutchistan reste secoué par intermittence par des soulèvements populaires débouchant sur des incidents meurtriers.

Dans ce contexte, la prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan renforce la crainte des autorités de Téhéran. Comme pour toutes choses en Iran, les positions sur la question et ses implications potentielles y sont très polarisées. Certains médias conservateurs mettent en avant le fait qu'une éventuelle reconfiguration des groupes jihadistes actifs dans les zones à cheval de la frontière afghano-pakistanaise pourrait entraîner une résurgence du phénomène jihadiste au Baloutchistan. À titre d'exemple, le groupe *Tehrik-e-Taliban Pakistan* (TTP), dont l'insurrection a fortement secoué le Pakistan il y a quelques années¹³, pourrait se renforcer du fait de l'arrivée au pouvoir des talibans à Kaboul, et multiplier les attaques à l'encontre des intérêts chinois et de l'armée pakistanaise, mettant à dure épreuve la relation Pékin-Islamabad et les perspectives de développement du Corridor économique Chine-Pakistan (CECP). Si l'on s'en tient à des propos circulant sur les réseaux sociaux en Iran, les attaques contre les intérêts chinois au Pakistan confirmeraient que les gouvernements successifs en place à Islamabad ont été incapables de s'attaquer aux racines profondes de l'extrémisme, et qu'il serait donc préférable pour les Chinois d'investir dans le développement du port de Chabahar. Autrement dit, le nouvel activisme des groupes jihadistes au Pakistan pourrait bénéficier à l'Iran. D'autre part, des observateurs soulignent que la crise migratoire qui s'annonce risque d'engendrer un afflux de terroristes afghans – membres ou proches du TTP – sur le sol pakistanais, sous couvert du statut de réfugié. Une détérioration de la situation sécuritaire au Baloutchistan pakistanais risquerait ainsi d'avoir des répercussions du côté iranien de la frontière, où la situation est déjà volatile. ■

12. Les précipitations dans la province du Sistan-Baloutchistan auraient chuté de 50% au cours des quarante dernières années, et les tempêtes de sable se seraient multipliées sur la période.

13. Au début des années 2010, le TTP a mené plusieurs attentats dans les grandes villes pakistanaises, depuis son bastion des zones tribales, où il abritait d'autres groupes jihadistes. En 2014, une vaste opération militaire a permis de détruire sa structure de commandement, ce qui donné lieu à une nette amélioration de la situation sécuritaire dans tout le pays.

ASIA FOCUS #168

ENJEUX ET ADAPTATION DE LA DIPLOMATIE CHINOISE AU MOYEN-ORIENT

Entretien avec THÉO NENCINI / Chercheur doctorant à l'Université Grenoble Alpes (UGA) et à l'Institut Catholique de Paris (ICP). Auteur de « L'Irak chiite parle persan. Islamisme, milices, réseaux iraniens » (Éditions L'Harmattan, 2021).

Réalisé par EMMANUEL LINCOT / Chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue à propos de son livre *Géopolitique du patrimoine. L'Asie d'Abou Dabi au Japon* (MkF, 2021).

OCTOBRE 2021

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org